Questions orales

Des voix: Bravo!

[Français]

ON DEMANDE POURQUOI LE PREMIER MINISTRE N'A PAS DEMANDÉ LA DÉMISSION DE SON MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, si on considère que beaucoup de gens ont accès à ces renseignements, et la possibilité existe pour les bénéficiaires privés, ma question au premier ministre est très simple. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas demandé au ministre des Finances qu'il démissionne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef des néo-démocrates lance quand même des accusations assez sérieuses contre le ministre des Finances. Le ministre des Finances cherchait, par un moyen tout à fait légal, au lieu de présenter le document en public, de le présenter à la Chambre des communes hier soir. Pourtant, lorsque la demande a été faite, le chef des néo-démocrates a refusé de donner son consentement. Voilà l'hypocrisie absolument totale!

* * *

• (1430)

[Traduction]

LE BUDGET

ON DEMANDE SI LES IMPRIMEURS ONT ÉTÉ ASSERMENTÉS

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, le ministre des Finances vient de prétendre que les mesures de sécurité entourant l'impression du Budget étaient les mêmes que par le passé. Or, j'aimerais l'entendre confirmer que, contrairement aux années précédentes, ceux qui ont participé à l'impression du Budget de cette année ne s'étaient pas engagés sous serment à garder le secret à son sujet. Pourrait-il le confirmer?

L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services): Je puis donner au député l'assurance. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Dick: Je puis donner au député l'assurance que tous ceux qui ont eu accès aux locaux où s'effectuait l'impression du Budget et des documents budgétaires possédaient la cote de sécurité secret ou très secret.

Une Voix: Ce n'est pas ce que je vous ai demandé.

M. Dick: Nous avons respecté la tradition et avons pris les mêmes mesures de sécurité que les années précédentes.

Des voix: Bravo!

LA PRÉSENCE D'AGENTS DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRES DURANT L'IMPRESSION

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, la Chambre aura sans doute remarqué que le ministre n'a pas répondu à ma question. Je tiens également à ce qu'il confirme, que contrairement aux années précédentes, le gouvernement n'a pas retenu le service d'agents de sécurité supplémentaires pour s'assurer que les imprimeurs ne lisaient pas les documents budgétaires qu'ils imprimaient.

Pourrait-il le confirmer?

L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu au député que nous avons pris cette année les mêmes mesures de précaution que nous avons prises au cours des années précédentes, et que les quelque 200 imprimeurs qui ont participé à ce travail avaient obtenu la cote de sécurité secret ou très secret.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET

LA RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE

M. John Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Si, de fait, la fuite résultait d'un acte criminel, la ou les personnes en cause ont profité de circonstances propices pour accomplir cet acte criminel. En fin de compte, c'est le ministre des Finances qui doit préserver le caractère secret et confidentiel du budget. Je voudrais demander au ministre quelle est sa véritable conception de la responsabilité ministérielle.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, permettez-moi de dire au député que si quelqu'un a facilité un acte criminel, c'est bien le chef de l'opposition en ne permettant pas. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Sortez de la Chambre.

Des voix: Dehors, dehors!

M. le Président: Je suis certain que le ministre des Finances se rend compte qu'il est allé un peu trop loin, et je lui demanderais de retirer sa remarque.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je retire ce commentaire.